



Le patronat en rêvait depuis longtemps, François Hollande et Manuel Valls le font ! A force de vouloir « dépoussiérer » le code du travail, ils finissent par faire éclater tout cadre contraignant pour l'entreprise.

RETRAIT DU PROJET DE LOI « TRAVAIL »

Face au rejet croissant du projet de loi El Khomri, le Gouvernement tente d'en présenter une version « allégée » en annonçant l'abandon de certaines mesures parmi les plus provocatrices du projet initial. C'est une première étape dans la mobilisation des salariés et de la jeunesse qui s'est engagée depuis le 9 Mars.

Mais, si le gouvernement a reculé sur quelques points, il n'a pas touché au cœur de la réforme qui vise à en finir avec le code du travail. Ce faisant, il soutient le point de vue du patronat pour qui le code du travail protège encore trop l'ensemble des salarié-e-s.

Ce projet n'est pas amendable, c'est son retrait qui s'impose.

Contrairement à ce que racontent certains commentateurs qui se croient autorisés à mépriser leur mouvement, les jeunes ont très bien compris les enjeux de cette réforme.

La loi « travail » est une nouvelle arnaque d'un gouvernement qui, depuis quatre ans, se refuse à prendre les mesures d'urgences nécessaires pour rompre la spirale effrayante du chômage des jeunes.

Leur réalité, c'est qu'aujourd'hui 25 % des jeunes actifs sont au chômage. Que l'immense majorité d'entre eux connaissent la valse des contrats précaires et doivent se payer leurs études en faisant des petits boulots. C'est aussi la précarité qui s'apprend dès l'école avec les baisses de moyens dans l'éducation et la formation professionnelle...

Et aujourd'hui, le gouvernement ose leur expliquer que la loi El Khomri est faite pour aider à la construction de leur avenir ! **Ils mentent !**

Si cette loi était votée :

- Un accord d'entreprise pourrait obliger les salarié-es à travailler 12 heures par jour au lieu de 10, et même jusqu'à 60 heures par semaine.
- Les salarié-es pourrait être contraints de travailler non pas 35 heures- durée légale- mais beaucoup plus en étant moins payés. Le taux des heures supplémentaires pourrait être diminué par un accord d'entreprise.

Avec Hollande, l'avenir des jeunes, c'est « travailler plus pour gagner moins »

- Un chef d'entreprise pourrait licencier dès que son chiffre d'affaires diminue. Les salarié-es seraient les esclaves de l'économie. En CDI ou en CDD, l'emploi kleenex se généraliserait. On jette la personne à la rue s'il fait mauvais temps à la Bourse.

Pour les jeunes qui sont déjà dans la galère, ce projet est une insulte à leur avenir. Pour l'ensemble des salarié-e-s, on repart 100 ans en arrière.

Alors que tous les choix politiques de ce gouvernement en matière d'économie ont été faits en faveur des grandes entreprises qui accumulent les milliards, le but du Medef et du gouvernement n'est pas de simplifier le droit du travail mais de l'exploser.

Il s'agit de liquider petit à petit les droits les plus favorables aux salariés. Sont donc remis en cause par la loi El Khomri aussi bien les acquis collectifs que les avantages individuels des contrats de travail.

Cette loi propose :

- La possibilité de baisser les salaires et modifier le contrat de travail (dont le temps de travail) même si l'entreprise n'a pas de difficultés financières.
- La possibilité de licencier un salarié qui refuserait un changement dans son contrat de travail.
- La possibilité de supprimer les congés exceptionnels en cas de décès d'un proche.
- La visite médicale d'embauche transformée en une visite d'information.
- La possibilité de licencier en cas de transfert d'entreprise.

Faire primer les accords d'entreprise sur les accords de branche entraînera une fragmentation des droits des salarié-e-s, ouvrant la porte à tous les arbitrages patronaux.

Le respect des droits des salarié-es est un choix politique qui concerne toute la société.

La mobilisation qui a commencé ne s'était pas vue depuis des années. Quand les jeunes et les salarié-e-s descendent dans la rue, débattent et se mettent en grève, tout peut changer.

C'est au mouvement social dans son ensemble et dans le respect de ses décisions que le Front de Gauche soumet ses propositions.

Une société sans chômage, c'est possible, c'est un choix politique !

Plus de 6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi. Ce n'est pas le moment de détruire les 35 heures. Il faut revenir aux 35 heures réelles dans toutes les entreprises. Aujourd'hui, la durée effective du travail est de plus de 39 heures. 35 heures maximum permettent d'embaucher massivement, avec maintien intégral des salaires en prenant sur les profits. Il faut taxer les heures supplémentaires de telle sorte que cela coûte très cher aux employeurs : au moins 50% dès la première heure.

35 heures réelles, c'est 2,5 millions d'emploi possible (calcul CGT). Et aller vers les 32 heures, c'est encore 2 millions d'emplois.

Sécuriser l'emploi, c'est possible.

Sur le principe de la Sécurité sociale, si un poste de travail est supprimé, le salarié garde son salaire jusqu'à ce qu'il retrouve un nouveau poste après une formation, grâce à un fonds commun.

Des droits nouveaux pour les chômeurs, aussi.

On menace les chômeurs de baisser leurs allocations en montant ou en durée. Seulement 43% des chômeurs sont indemnisés par des cotisations versées à l'UNEDIC. Les autres touchent des aumônes publiques en dessous du niveau de pauvreté. C'est un scandale ! La réduction du temps de travail et la sécurité de l'emploi garantie par l'Etat donneraient des perspectives aux chômeurs.

Réorienter les 200 milliards d'exonérations

fiscales et sociales dont bénéficient les entreprises (Pacte de responsabilité, Crédit Impôt Recherche...) au service des créations d'emploi, de l'investissement, de la Recherche et de la lutte contre la précarité.

L'augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications et l'instauration d'une réelle égalité des salaires entre les femmes et les hommes. Ce sont quelques-unes des mesures d'urgence sociale dont un gouvernement de gauche aurait pu être fier. Au lieu de ça, le projet de loi « travail » du gouvernement Hollande est un projet de droite.

Il est temps que les jeunes, les précaires et tous les salarié-e-s dans l'unité la plus large de leurs syndicats et de leurs associations fassent reculer par la mobilisation cette politique devenue insupportable au plus grand nombre d'entre nous.



**Citoyen-ne-s
Engagé-e-s**

Pour contacter le Front de Gauche du Pays de Morlaix : frontdegauchemorlaix@gmail.com

2 petite route de Callac 29600 Morlaix